

La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine

Jean-François Pérouse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/434>

DOI : 10.4000/rives.434

ISBN : 978-2-8218-0030-4

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2003

Pagination : 27-44

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Jean-François Pérouse, « La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 16 | 2003, mis en ligne le 25 novembre 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/434> ; DOI : 10.4000/rives.434

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine

Jean-François Pérouse

- 1 DANS UN PAYS comme la Turquie, où « l'écriture de l'histoire nationale » demeure un exercice délicat, la question du patrimoine urbain fait problème ; et à Istanbul tout particulièrement, compte tenu de l'épaisseur historique complexe de la ville qu'on ne peut exclusivement rattacher à une seule nation sans faire violence à la « réalité historique ». En effet, *historicisation de la nation* (Çinar, 1998, p. 8) et *nationalisation de la ville* d'Istanbul semblent être des processus allant de pair, compliquant l'émergence d'une conscience patrimoniale plurielle.
- 2 Portion de la muraille de Théodose II¹, « la muraille terrestre »² – vaste monument linéaire de plus de 6 km de long, s'étirant entre mer de Marmara et Corne d'Or et délimitant à l'ouest l'ancienne ville byzantine –, est l'objet d'un investissement sélectif de la part de la Municipalité du Grand Istanbul. Observer la muraille terrestre, fascinant et fantastique ensemble qui fait encore frontière intra-urbaine, c'est en effet poser la question de la mémoire urbaine d'Istanbul, fragmentée et plurielle, et des acteurs de sa (re)construction. Chaque (ré)élaboration à l'œuvre révèle en effet des points de vue différents sur l'histoire de Byzance-Constantinople-Istanbul. A l'heure où la Municipalité du Grand Istanbul s'efforce de développer un discours multiculturel sur le passé et la vocation de la métropole, il est intéressant de se demander comment elle prend concrètement en charge ce gigantesque et encombrant « morceau de patrimoine ».

Un ensemble composite, qui fait encore frontière

Une très longue histoire, aboutissant à la formation d'un bâti linéaire, hétéroclite et dégradé

- 3 L'objectif n'est évidemment pas de retracer par le menu l'histoire longue et heurtée de la muraille terrestre, dont la construction a commencé en 413 de notre ère, sur les ordres de

l'empereur Théodose-II. Il s'agit d'un ouvrage imposant qui épouse le profil topographique, dissymétrique, de la péninsule historique et présente donc deux versants opposés d'importance inégale : le versant marmaréen, le plus long, de la mer éponyme à la Porte d'Edirne, point culminant de la muraille (plus de 70 m d'altitude), d'une part, et le versant sur la Corne d'or, plus « rapide », de la Porte d'Edirne à Ayvansaray, d'autre part (fig. 1).

- 4 Au fil des ans la muraille a été incessamment transformée. Aux séismes, se sont ajoutés les outrages des hommes et des ans, tout aussi incommensurables, qu'il s'agisse des sièges, des pillages de pierres ou des percées automobiles des années 1950 et 1960. De plus, la muraille continue à s'affaïsser et s'effondrer par endroits. Elle est donc dégradée, « recousue et remodelée » sur toute sa longueur. Nombre de plaies non suturées sont encore béantes. Rognée, égratignée et ébranlée de toute part, la muraille a pourtant globalement résisté, en continuant à offrir un obstacle aux circulations des hommes et des véhicules.

Une marge de l'intérieur ?

Un obstacle physique difficile à traverser

- 5 À l'échelle de la rive européenne de l'agglomération, on peut dire que jusque dans les années 1960, soit pendant plus de 1500 ans, la muraille terrestre a largement contenu en son sein la ville, à l'exception de faubourgs comme Eyüp. Dans la conformation de l'aire urbaine, son rôle a donc été primordial. L'effet de « rupture de charge » introduit par la muraille se perpétue de nos jours, ne serait-ce que parce que depuis 1996 les minibus (transport collectif privé) qui desservent les « banlieues » ne peuvent plus pénétrer dans la « vieille ville ».
- 6 Au-delà de cette fonction de frontière qui s'est étonnamment perpétuée, à une échelle plus fine, celle des pratiques quotidiennes, l'approche micro-sociologique de F. Dorso (2001) a permis de montrer combien la muraille continuait à faire seuil et frontière dans les usages. En effet, la muraille terrestre résiste à l'ordre des flux dominants et officiels, malgré toutes les dégradations et amputations qu'elle a subies. Elle continue à « pouvoir faire obstacle » aux circulations qui innervent le tissu urbain. Percée, effondrée, la muraille est parcourue d'itinéraires perpendiculaires, tantôt piétons, tantôt automobiles, tantôt ferrés ; certains de ces itinéraires sont officiels et sûrs, d'autres sont plus risqués ou quasi privés. Dans tous les cas, la muraille pose des problèmes quotidiens de franchissement et de contournement aux personnes qui travaillent ou habitent dedans ou à proximité.

Un ensemble encore habité

- 7 Malgré les opérations de dégagement poursuivies depuis les années 1980, la muraille abrite encore des habitants plus ou moins clandestins, logés dans des conditions très variables, surtout sur le versant regardant la Corne d'or. Cela va de la précarité extrême pour les « Çingene »³ de Silivrikapı, qui campent entre le mur principal et l'avant-mur, sans eau ni autre service urbain de base, aux cabanes bien consolidées juchées sur la muraille à la hauteur du Palais des Blachernes. En outre, bon nombre de niches de la muraille sont utilisées de temps à autres par des personnes sans logis. Cependant, si en octobre 1995 on pouvait encore compter plus de 200 personnes « habitant » dans les

niches et arcades des remparts byzantins à la hauteur de la seule porte de Topkapı, les nettoyages réalisés commencent à faire sentir leurs effets.

Un espace d'errance, de dissimulation et d'activités « parallèles »

- 8 En outre, la muraille constitue, au cœur de l'aire urbaine actuelle, une sorte de *hors-lieu* sordide, d'*anti-monde*, ou de *marge de l'intérieur*, abritant et cachant tout le refoulé de la ville environnante. Délaissée ou maltraitée, cette ancienne limite s'est comme reconvertie, investie spontanément par des fonctions peu nobles. A partir de nos observations de cette frontière déclassée et réactivée dans un sens plus social ou métaphorique, signalons ici quelques-uns des visages rencontrés, comme les « sniffeurs » de colle retirés et recroquevillés dans les ruines mal entretenues du palais de Tekfur ou accroupis parmi herbes folles et ordures entre l'avant-mur et la muraille principale, et les chômeurs et autres désoccupés, souvent originaires de l'extrême est de la Turquie, tuant le temps dans ce non lieu. Enfin, sur un segment de la muraille, à la hauteur d'Ulubath, une caserne s'appuie sur la muraille, instaurant une solution de continuité dans les itinéraires longeant celle-ci.
- 9 En outre, si nous mettons à part les activités agricoles, la muraille, par la relative invisibilité qu'elle offre, a fixé des activités, jugées indésirables ou malséantes dans le reste de la ville. Qu'il s'agisse des récupérateurs de tous types de matériaux (papier, métal, plastiques) ou des vendeurs de produits illicites, on a là toute une économie qui se déploie et se joue des tolérances garanties par la muraille. Ainsi les *hurdacı* (recycleurs de métaux) à étal ambulant, les « vendeurs de terre » à charrette tirée par un cheval, à Silivrikapı, comme les jeunes bohémiennes se prostituant en famille près d'Edirnekapı, les passeurs improvisés régulant la circulation automobile, les petits porteurs d'eau des cimetières, les vieilles femmes ramassant des herbes pour faire de la soupe ou les *davulcu* (joueurs de tambours) du ramadan, sont-ils quelques figures de cette vie parallèle.
- 10 Enfin, les murailles sont sans doute les « éléments historiques les plus délaissés, les moins entretenus et les plus soumis à la dégradation » de la vieille ville⁴. Outre leur utilisation comme espace de parking, pâturages pour les bêtes à sacrifice, lieux de stockage, décharge et toilettes sauvages, les murailles semblent propices au déploiement de « fonctions » et de « services » peu développés dans le reste de la ville ou alors sur un mode marchand, ce qui exclut les plus démunis.
- 11 Par ses multiples usages et modes d'investissement actuels, la muraille terrestre n'est donc en rien un *no man's land*, pas plus qu'une zone *non aedificandi*. Toute intervention publique sur cette muraille devrait, selon nous, tenir compte de ces usages « tolérés », licites ou non ; la dénégation ou la répression ponctuelle n'étant pas des solutions durables.

Une étonnante épaisseur

- 12 Entre le mur principal flanqué de tours et le muret extérieur, se trouve un premier mur et une zone déprimée – qui a fonctionné comme douves –, désormais occupée par des potagers, en tout cas sur le versant qui donne sur la mer de Marmara. On y trouve des jardinets éminemment soignés, tant entre la muraille et le premier mur qu'entre ce dernier et le muret extérieur. Cultivés avec un soin magnifique, notamment par le recours aux micro-compartiments pour retenir l'eau, ces *bostan*, tout en offrant le

spectacle de minutieux aménagements, assurent un profit à leur exploitant et à la municipalité du Grand Istanbul qui loue les terrains.

- 13 Cette épaisseur est par ailleurs comme redoublée par un réseau routier aménagé dans les années 1950, qui court le long de l'extérieur de la muraille et introduit une coupure supplémentaire, à la fois physique et sonore. Aux axes routiers s'ajoutent enfin des vastes zones de cimetières (plus de 60 hectares au total), qui, entre la Porte d'Edirne et la Porte de Silivri, accentuent la coupure opérée par la seule muraille, en doublant celle-ci d'une « ceinture verte » offerte par les demeures *extra-muros* des morts. Enfin, en arrière de la muraille principale se sont formés des micro-quartiers qui s'appuient sur celle-ci ; comme si l'horizon fermé de la muraille renforçait leur relative autonomie. Parmi ces quartiers, ceux de Atik Mustafa Pasa, en arrière de Balat, et de Sulukule, près de la Porte d'Edirne sont sans doute les plus liés à la muraille dans leur structuration même.
- 14 Dans ces conditions, la mise en valeur de la muraille nécessiterait une prise en compte plus globale qui ne se limite pas aux seuls éléments bâtis défensifs, tout au moins à ce qu'il en reste, et qui fasse aussi une place aux activités qui se déroulent au cœur de la muraille, comme aux quartiers qui s'y agrippent, ainsi qu'aux cimetières, et autres lieux de mémoire qui la joutent.

Une absence de prise en compte globale par les acteurs locaux : l'empire du ponctuel et du provisoire

La mairie du Grand Istanbul : entre urgence et récupération

- 15 Quand on regarde les initiatives prises par la mairie du Grand Istanbul (*Istanbul Büyükşehir Belediyesi*), « propriétaire » de la muraille au regard du droit turc, il apparaît que toutes ses interventions sur la muraille sont placées sous le signe de l'urgence et de l'opportunisme. Urgence physique et sécuritaire, quand un pan de muraille s'effondre ou menace de s'effondrer⁵, et qu'une intervention de sauvetage ponctuelle est ordonnée ; urgence fonctionnaliste pour faire passer à travers la muraille une voie automobile ou un mode de transport ferré (comme le tramway ou le « Système Ferré Léger » depuis quelques années) ; urgence « sociale » et touristique, quand il s'agit de nettoyer un secteur qui fait trop mauvais effet, parce que fréquentés par des indésirables ; urgence symbolique, enfin, et nous y reviendrons, pour magnifier le moment de la Conquête en mai 1453. Dans tous les cas, la mairie du Grand Istanbul semble ne s'intéresser à la muraille que de manière ponctuelle et sectorielle, au gré des occasions et de ses priorités par ailleurs. La muraille terrestre n'est donc jamais envisagée comme une globalité pouvant faire sens en elle-même et méritant un retraitement intégral.
- 16 De façon générale, la mairie du Grand Istanbul, malgré des effets d'annonce trompeurs, s'est contentée depuis le début des années 1980, de partiellement consolider et dégager la muraille, en faisant détruire une partie des cabanes qui lui étaient accolées, à l'intérieur comme à l'extérieur⁶. Sur les surfaces reconquises, de vagues espaces verts ont été aménagés, surtout à l'extérieur de la muraille, qui demeurent peu soignés et encombrés d'ordures et de gravats. En outre, en ce qui concerne les travaux de consolidation, ils ont été concédés – segment par segment – à des sociétés de construction non spécialisées, peu soucieuses des procédés et des matériaux utilisés, mal payées et le plus souvent avec retard. Il en résulte une impression de *patch-work* irrespectueux. Par exemple, les travaux

de restauration des portes de Silivri, Mevlevihane et Belgrade, entrepris entre 1986 et 1988 ont suscité un tollé d'indignation parmi les archéologues et spécialistes d'histoire byzantine, tant ils ont été conduits dans l'ignorance des spécificités de l'édifice ; de même que les travaux réalisés entre 1992 et 1994, alors même que les recherches menées en 1991-1992 du côté de Yedikule avaient permis de progresser dans la connaissance des matériaux et procédés de construction byzantins.

- 17 En tout cas, c'est de plus en plus souvent l'objectif touristique⁷ et mercantile/rentier qui semble primer pour la valorisation des murailles, mais dans une optique encore restrictive, comme si seuls les héritages ottomans méritaient d'être pris en compte. Ainsi, si le château de Yedikule, à l'extrémité sud de la muraille retient l'intérêt des autorités, n'est-ce pas simplement parce que l'apport ottoman y est plus manifeste⁸ ?
- 18 Pourtant, on assiste depuis la fin des années 1990 à une exaltation (un peu surfaite ?) de la différence culturelle, mouvement porté par l'idéologie de la mosaïque anatolienne et par le souci d'internationalisation d'Istanbul, qui tend à valoriser des « strates patrimoniales étrangères » pour séduire la clientèle touristique internationale. Si le temps⁹ où le Secrétaire Général de la mairie du Grand Istanbul se permettait de déclarer, sur un mode provocateur « *Les murailles byzantines n'appartiennent pas à notre héritage culturel, détruisons-les*¹⁰ » n'est plus, les bonnes intentions désormais affichées tardent à être suivies d'effets convaincants...

Mairies d'arrondissement et « mairies » de quartier

- 19 L'approche déployée par les pouvoirs locaux « inférieurs » ne diffère pas de celle de la mairie du Grand Istanbul. On peut même dire que compte tenu de leurs compétences plus réduites et surtout de leurs moindres moyens, mairies d'arrondissement (en l'occurrence ici, celles de Zeytinburnu et de Fatih) et mairies de quartier se contentent d'interventions encore plus ponctuelles et dérisoires. Quand elles ne se désintéressent pas totalement de la muraille, leurs interventions se limitent à des micro-aménagements, d'un goût plus que douteux. Ainsi, le « jardin vétérinaire » réalisé par la mairie de Fatih entre la vieille porte de Topkapı et la percée de l'avenue de la Nation, maintenant doublée par le franchissement du tramway en provenance d'Aksaray, constitue l'exemple le plus maladroit des « embellissements » réalisés par la mairie de Fatih. Ce vilain « parc » est constitué de cabanes en bois dans le style des montagnes de la mer Noire, où sont enfermés des chiens aboyant à la mort. Dans le prolongement de ce parc, un « café anatolien » a été ouvert au-dessus de l'avenue de la Nation, dont le style jure par rapport à l'environnement immédiat. On peut supposer que l'implantation de ce café, destiné à capter quelques touristes égarés aux confins de la péninsule historique, n'a pas pu se faire sans l'accord de la mairie d'arrondissement, qui en retire quelques retombées sous diverses formes. Tout au long de la muraille terrestre, les aménagements opérés par les mairies d'arrondissement se réduisent à des « jardins de thé » stéréotypés, qui n'entretiennent aucun lien avec le monument près duquel ils ont été ouverts. Même les cimetières à l'ombre immédiate de la muraille ne font pas l'objet de soins très poussés, bien qu'abritant parfois des personnalités vénérées par l'islam populaire.
- 20 Les mairies de quartier n'ont, quant à elles, aucun véritable pouvoir d'initiative. Celle de *Cambaziye mahallesi*, par exemple, n'a pas pu empêcher qu'une crypte tardo-byzantine, redécouverte il y a quelques années, à la suite de travaux de déblaiement, soit récemment pillée et endommagée. L'affreux badigeon intérieur et extérieur qui a été appliqué, a

d'ailleurs récemment achevé de défigurer cet héritage inouï, miraculeusement exhumé et aussitôt saccagé.

La muraille : une métaphore de la mémoire urbaine décousue ?

Le lieu de l'interprétation sélective de l'histoire locale/nationale

- 21 À considérer le discours des pouvoirs locaux concernant les murailles depuis les années 1950, on constate que celui-ci est focalisé sur un « événement-clé », qui joue véritablement comme un *souvenir-écran*, occultant tous les autres moments que cristallisent les murailles. Ce moment est celui de la Conquête, que les milieux « nationalistes-conservateurs »¹¹ et islamistes, fêtent avec régularité depuis mai 1953, date des cinq cents ans de celle-ci, sans que cette date ne soit considérée comme une fête nationale, sanctionnée par un jour chômé¹². Pour la première célébration, s'est en effet constituée en 1953 une « Association de la Conquête » dont le but était de tout mettre en œuvre pour rappeler ce moment fondateur. Ainsi peut-on voir, à la hauteur des premières brèches faites au moment de la Conquête, des plaques commémoratives posées en 1953, qui exaltent le superbe Conquérant¹³ et ses troupes hardies.
- 22 Une approche non belliqueuse de la muraille reste à construire : l'exaltation héroïque des assaillants continue à prédominer ...
- 23 L'épisode de la destruction des murailles est en outre lu de manière très culturaliste et réductrice. En effet, le discours qui le présente comme une victoire « turque » évacue toutes les nuances nécessaires quant à l'usage de ce terme à la fin du xve siècle, le « Turc » étant largement une création de l'Occident, rassemblant sous un terme unique toutes les figures de l'Ottoman, pourtant irréductibles à une prétendue ethnie. L'ethnisation nationaliste des armées ottomanes apparaît donc comme une violence faite à l'histoire. La variante plus islamiste, présentant la Conquête comme une victoire « *de la civilisation islamique contre la civilisation occidentale, au cours de laquelle l'occidentale a été défaite*¹⁴ », reste aussi, historiquement parlant, fragile et discutable.
- 24 En tout état de cause, il semble y avoir une difficulté à considérer la muraille d'un point de vue pluriel, sans la rabattre sur un passé exclusivement turc ou ottoman, qui pourrait être parfaitement distingué des passés romains, voire grecs ou byzantins. L'écriture de l'histoire que font les pouvoirs locaux manifeste donc une impossibilité à articuler les multiples mémoires en jeu. Si on ne voit dans la Conquête que la victoire de l'islam sur le christianisme byzantin – bien affaibli par le christianisme latin –, il est sûr que l'appréhension de la muraille, érigée au rang de symbole de cette victoire historique, est biaisée.

D'une conquête à l'autre ou la réécriture circonstancielle de l'histoire urbaine

Une conquête abondamment déclinée

- 25 Le « paradigme de la Conquête » dans le discours politique local a rejoué et pris une autre résonance depuis que les partis se réclamant de l'islam politique ont remporté les élections locales à Istanbul, en 1994, et se maintiennent encore au pouvoir, même sous

une forme rénovée et très désidéologisée (surtout après février 1997, qui marque un coup d'arrêt important pour l'islam politique turc, à l'instigation des militaires). De ce fait, les célébrations de la Conquête ont pris depuis 1994 à Istanbul une importance qu'elles n'avaient jamais eue, bien qu'elles ne renvoient pas au calendrier festif *national*, construit à partir de l'émergence de Mustafa Kemal, hors de toute référence à la période ottomane, à l'exception de la victoire des Dardanelles (1915).

- 26 En outre, à une échelle administrative inférieure, l'arrondissement de Fatih, le plus concerné par la muraille terrestre a été l'objet d'une véritable *reconquête* en 1998, effaçant le souvenir de l'annulation de l'élection du maire islamiste élu en mars 1994. Le nom de l'arrondissement n'est d'ailleurs pas innocent, puisqu'il s'agit de « Fatih » (Le Conquérant), rappelant en permanence ce moment de la muraille. Les récits proposés sur le site Internet¹⁵ de cette mairie d'arrondissement donnent l'impression que l'histoire locale se réduit à ce moment fondateur et éponyme. Pour ne citer qu'un extrait, on peut ainsi y lire : « *Si le conquérant l'avait voulu, il aurait pu éliminer ou assigner à résidence tous les orthodoxes et tous les non-musulmans se trouvant dans les limites de l'Etat ottoman...* ». C'est un peu comme si le passé de l'arrondissement se concentrait dans l'épisode inaugural de « l'autre présence » (*i.e.* turco musulmane) et dans la figure de son héros, le Conquérant.

Des raccourcis historiques phénoménaux

- 27 De même, dans le récit que les tenants actuels du Grand Istanbul sont en train de construire pour fonder leur raison d'être au pouvoir et légitimer leur action (au regard de Dieu et des hommes), il s'opère, par un raccourci indéniable, un lien quasi direct entre les Ottomans de 1453 et les « Turcs » islamistes de 1994. Dans le texte introductif à la brochure présentant les diverses activités organisées par la mairie d'Istanbul pour le 549^e anniversaire de la Conquête, le maire d'Istanbul décrit en effet la « Conquête » comme « *un des points nodaux les plus importants dans l'histoire du monde turc et de l'islam* ». Utilisant un vocabulaire très connoté religieusement et poétiquement, « anthropomorphisant » (féminisant, plus exactement) Istanbul, il va même jusqu'à présenter l'événement de la Conquête, au-delà de sa dimension purement militaire, comme une « union entre deux amants », la figure d'Istanbul, d'un côté, et celle du jeune Conquérant¹⁶ incarnant l'islam et la turcité tout à la fois, de l'autre ; une union annoncée, bénie et légitimée par le Créateur. Il s'opère là comme une habile et opportuniste *nationalisation du discours islamique*. La commémoration, en 1998, du 700^e anniversaire de la fondation de l'Etat ottoman par la mairie du Grand Istanbul a d'ailleurs constitué un autre point d'orgue de cette vision sélective du passé d'Istanbul, puisqu'elle s'est accompagnée du lancement d'un projet intitulé « Projet du Tissu Historique », ayant pour objectif de restaurer, voire de reconstruire intégralement, plusieurs monuments illustres de l'histoire ottomane redécouverte. Il en est résulté une sorte de *réottomanisation* d'Istanbul, décrite dans les textes officiels de la mairie d'alors comme une ville « Turco-Ottomano-Islamique » (*sic*). C'est pourquoi il est légitime de parler d'une grande occultation, voire d'un refoulement du « moment byzantin¹⁷ » (plus de 1 100 ans, en fait !) dans la réécriture contemporaine de l'histoire de la ville par les autorités locales¹⁸.
- 28 Cet accent quasi obsessionnel mis sur l'épisode de la Conquête par la mairie actuelle du Grand Istanbul ne fait pourtant pas l'unanimité. En effet, de nombreux historiens, urbanistes et architectes turcs – de la mouvance kémaliste, pour parler succinctement – estiment que la libération d'Istanbul des armées d'occupation (anglo-françaises), le

10 octobre 1922, constitue un événement aussi important, si ce n'est plus, que la Conquête. De même, la date de la création de la République, le 29 octobre 1923, pourrait aussi être davantage mise en valeur dans les rituels commémoratifs locaux. Il y a donc des récits divergents qui s'affrontent, et fondent des regards différents sur le passé urbain, qui inspirent des modes d'intervention eux-mêmes différents sur l'héritage bâti.

A la recherche du patrimoine à Istanbul

- 29 Outre l'arrière-plan idéologique déjà évoqué (en rapport avec la construction encore exclusive et jalouse d'une histoire nationale, dans un pays finalement jeune, né d'une douloureuse « Guerre d'Indépendance »), l'impossible *patrimonialisation* de la muraille terrestre renvoie à un problème de perspective, ainsi qu'à la crise du bien public et de l'intervention publique en Turquie. En effet, le terme de patrimoine, dans son acception occidentale, actuelle, n'a pas son équivalent en turc.
- 30 On utilise les termes de « valeur » (*değer*), d'« œuvre » (*eser*), de « bien » (*varlık*), d'« environnement historique » (*tarihi çevre*) ou celui de « d'héritage » (*miras*). Ce dernier, qui connote très clairement le patrimoine privé est décliné de diverses façons : « héritage historique » (*tarihi miras*), « héritage architectural » (*mimarî miras*), « héritage culturel » (*kültür mirası*) ou « héritage industriel » (*endüstri mirası*). Dans toutes ces déclinaisons, si l'idée de responsabilité et de nécessaire transmission d'un bien aux générations futures est désormais acquise, l'idéologie de la durabilité ayant désormais largement diffusé dans le discours politique turc, le patrimoine reste une collection de « biens » valorisés séparément les uns des autres.
- 31 En effet, quand on examine les diverses instances en charge de ce que l'on entend en français par « patrimoine », celles-ci visent des objets monumentaux – c'est le cas de l'ancien « Conseil Supérieur des Monuments¹⁹ » – ou des « environnements historiques », comme la « Direction pour la Protection de l'Environnement Historique », tout récemment créée au sein de la mairie du Grand Istanbul. Par ailleurs, la loi sur la « Protection des Vieilles maisons » (loi n.1740 de 1973) en reste à la définition d'objets remarquables. Et si la loi « sur la Protection » (loi n.2863 de juillet 1983), qui institue le « Conseil de Protection des Biens Culturels et Historiques » (dépendant du ministère de la Culture) paraît plus ambitieuse, la définition des « biens » revêt un caractère très nationaliste.
- 32 De même, les « sites classés²⁰ » depuis juillet 1983²¹ et prétendument objet d'une protection spéciale, ne sont pas vraiment érigés en patrimoine, c'est-à-dire en biens publics et communs. A cet égard, la difficile inscription de ces sites classés dans les documents d'urbanisme et les incessantes violations et dérogations dont ces documents font l'objet, au nom notamment du sacro-saint développement touristique, concourent à empêcher l'émergence d'une conscience patrimoniale reposant sur le sens du bien commun et de l'histoire partagée.
- 33 D'autre part, si le classement de la péninsule historique et de Galata au « Patrimoine mondial de l'Humanité » par l'UNESCO en 1985 a eu des effets symboliques stimulants, l'articulation entre patrimoine mondial et patrimoine national/local n'est pas faite. Le « classement par le haut » n'est pas suffisant, il peut même être contre-productif, en tant que perçu comme importé, voire imposé, s'il ne s'appuie pas sur une appropriation au niveau des pouvoirs locaux. En d'autres termes, ce que l'UNESCO désigne comme

patrimoine – sans parler du classement d'Istanbul en septembre 1987, parmi les « Cent sites historiques d'intérêt commun méditerranéen », reste à construire comme patrimoine partagé par les Turcs eux-mêmes. Sadettin Tantan, ancien maire de l'arrondissement de Fatih et ancien ministre de l'intérieur, paraissait avoir parfaitement conscience de cette nécessité, quand il a lancé en 2000 dans les écoles turques des cours de sensibilisation aux questions de protection des héritages. Les louables efforts, à la base, d'associations et de diverses fondations comme la « Fondation pour l'Histoire »²², de l'Automobile Club de Turquie, du monde universitaire ou des chambres professionnelles demeurent sans grand écho parmi les pouvoirs locaux, plus préoccupés d'exploiter une rente de situation et de travailler à leur maintien en place. La position de la Chambre des Architectes d'Istanbul, à cet égard, est très claire, comme les actes du « panel » sur la Conquête, organisé le 29 mai 1997, le démontrent. Les propos de Cengiz Uruzun résument de manière éclairante cette position : « *En n'opérant aucune sélection, en tant qu'humains ouverts à la modernité et vraiment sensibles, en mettant à jour la vraie identité d'Istanbul, il faut accepter Byzance, l'Empire ottoman et la totalité des autres civilisations (...) En conséquence, nous devons protéger et faire vivre Constantinople.*²³ ».

- 34 On pourrait ajouter le rôle désormais important joué par des grands groupes ou des holdings, dans le processus de valorisation du patrimoine. La fondation Koç semble à cet égard à la pointe. De même, le projet de la toute récente université privée Has, implantée dans l'ancienne manufacture des tabacs au bord de la Corne d'Or, de développer l'archéologie byzantine, est l'indice d'une prise de conscience des milieux économiques locaux de la nécessité de combler une énorme lacune dans les études historiques et archéologiques à Istanbul.
- 35 L'émergence d'une conscience patrimoniale transversale, articulant tous les fragments d'histoire que cristallise Istanbul est loin d'être accomplie. Si les exactions contre les vestiges du passé stigmatisé comme « non musulman » se poursuivent, elles n'ont plus l'aval, tout au moins avoué, des pouvoirs politiques qui, au contraire, exaltent désormais toutes les formes de différence culturelle, faisant parfois montre d'un relativisme presque excessif. En outre, il faudrait faire la part des contraintes économiques dans la « construction du patrimoine comme valeur plus globale », les autorités publiques n'ayant pas la surface financière nécessaire pour prendre en charge un « patrimoine en puissance » aussi dense et riche que celui d'Istanbul. En effet, même si l'on ne prend en compte que ce qu'elles considèrent parfois comme « leur patrimoine », dans une définition exclusive de celui-ci, les négligences dont ce sous-ensemble artificiellement isolé est incessamment victime, sont nombreuses. La « préférence nationale » en vigueur, comme s'il y avait concurrence entre les strates patrimoniales, n'est même pas suivie d'effets convaincants, bon nombre de monuments « turc-ottomans » ou du moins qualifiés comme tels, subissant encore les outrages des ans ou des spéculateurs de tout acabit.

Conclusion

- 36 Plaie purulente dans le tissu urbain stambouliote, la muraille terrestre peut donc bien être lue comme une métaphore de la mémoire urbaine d'Istanbul, mémoire plurielle, érodée, rapiécée, sélectivement réinvestie et encore impossible à reconstituer intégralement. Aussi, le constat inquiet d'une « ville sans mémoire », dressé en 1992 par A. Tibet à la recherche des « quartiers non monumentaux mais non sans histoire »,

conserve-t-il, malheureusement, toute sa pertinence. Sans parler comme l'architecte-polémiste Izberk de « *génocide civilisationnel* » pour qualifier les négligences accumulées dont les pouvoirs publics locaux, et autres, font preuve à Istanbul dans la gestion d'un patrimoine encore à construire comme valeur englobante, le cas de la muraille terrestre permet en tout cas d'illustrer les difficultés d'un processus de *patrimonialisation* à Istanbul, dans un contexte de crise financière (inflation lancinante), de spéculation débridée et de rigidités idéologiques persistantes. En conséquence, la construction d'un héritage urbain « au-delà de la nation » (mais sans renier celle-ci), reste donc à faire ; la *nationalisation d'Istanbul* et de son histoire restant de mise.

- 37 Pour finir, dans une optique plus pragmatique (et opérationnelle), on ne peut que regretter le peu d'intérêt porté par les autorités locales et nationales à ce monumental ouvrage linéaire qu'est la muraille terrestre, formidable condensé de la longue histoire d'Istanbul, qui pourrait être incroyablement mieux valorisé et intégré à la ville, par les points de vue inédits qu'il offre sur elle, et par les parts d'histoire de celle-ci qu'il recèle et met en scène. Au niveau touristique, on pourrait ainsi aisément aménager des itinéraires le long de cette muraille, qui donneraient à voir Istanbul, dans toutes ses dimensions, dans toutes ses grandeurs et misères, passées et actuelles.

BIBLIOGRAPHIE

ADELSEN C. (1987), « Saving Istanbul », *Architectural Review*, N. 163/974 & 168/1001, p. 239-246 & 36-45.

BAREY A. (1982), « Istanbul 1453-1980 », *Archives d'Architecture Moderne*, Paris, n° 23, p. 79-86.

BILGE A.S. (1998), « The Fener Greek Patriarchate », *Perceptions*, Ankara, March-May 1998, p. 19-38.

Bulletin d'Informations Architecturales : « Istanbul », supplément au n° 115, oct.1987, Institut Français d'Architecture, Paris.

ÇINAR A. (1998), « Unsettled Beginnings of the Nation : The Conquest of Istanbul and Turkish National Identity », Paper presented at the Middle East Studies Association 32nd Annual Meeting, December 3-6, 1998, Chicago, Illinois, Panel 054 « Re-presenting the Nation : Negotiations of Turkish National Identity ».

CHAZELLE E. & RAYNAUD H. (1989), « Patrimoine historique et développement urbain : la muraille terrestre », *Lettre d'information OUI 1*, Observatoire Urbain d'Istanbul, p. 5-7.

DORSO F. (2001), *La muraille de Théodose II en 2001. L'émergence d'une marge au cœur d'Istanbul*, Mémoire de sociologie soutenu le 19 octobre 2001 à l'Université F. Rabelais (Tours), sous la co-direction de Claudine Quentin et Jean-François Pérouse, 201 p.

GILLIS J.R. (éd.) (1994), *Commemorations : The Politics of National Identity*, New Jersey : Princeton University Press.

PEROUSE, J.F. (1999), « Le nouvel ordre urbain du *refah* : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », *Les Annales de l'Autre Islam*, n° 6, « Islam en Turquie », Inalco-Erism, Paris, 1999, p. 277-289.

TEBOUL N. (2002), « Patrimonialisation et projet urbain en centre-ancien. Etude des quartiers de Balat et Fener à Istanbul », DEA « Urbanisme et ses Territoires », Institut d'Urbanisme de Paris/OUI, juin 2002, 141 p.

TIBET A. (1992), « A la recherche du temps perdu. Le quartier de Cibali-Ayakkapı », *Lettre de l'OUI* 3, 1992, p. 25-29.

NOTES

1. Empereur byzantin ayant régné de 408 à 450 ; cette muraille est en fait au moins la 3^e muraille érigée dans la péninsule historique ; elle fait suite en effet à celle de Septime Sévère, au III^e siècle, d'une part, et à celle de Constantin, à partir de 330 de notre ère, d'autre part.
2. Nous ne nous intéresserons plus spécifiquement, ici, qu'à un des trois côtés du vaste « triangle » que forment les murailles dans leur totalité, excluant de notre étude les côtés sur la Marmara et sur la Corne d'or, constituant les « murailles maritimes ».
3. Terme générique utilisé en turc pour désigner les gitans.
4. Cf. N. SAKATOGLU (2001), *De la Haute Porte à Istanbul*, *Istanbul Dergisi*, N.37, NISAN 2001, pp.71-75.
5. On doit signaler qu'une bonne partie des « restaurations-consolidations » de sauvetage, réalisées au cours des années 1980-1990, s'est effondrée au cours du tremblement de terre d'août 1999 ; signe supplémentaire du manque de sérieux des interventions effectuées.
6. Souvent grossièrement arrachées, il en reste des indices, ligne de plancher, ligne de toiture, encore bien repérables.
7. Même une fondation comme la TAÇ Vakfı associe, dans son intitulé même, restauration et développement touristique, au nom de l'auto-financement : « Fondation pour la Protection des Valeurs Monumentales Environnementales et Touristiques de Turquie ».
8. Ce qui n'empêche pas que ses abords soient honteusement mal aménagés ; cf. *Cumhuriyet*, 11/06/2001, p. 9.
9. Temps pas si éloigné que cela, puisque c'était en 1994, juste après la victoire du Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*) à Istanbul, en mars 1994 ; l'ironie du sort veut que ce soit un entrepreneur très proche de cet ancien Secrétaire Général qui ait bénéficié du marché de reconstruction de deux tours de la Porte d'Edirne, après le tremblement de terre de 1999.
10. Propos finalement corrigés par le bouillant maire, R.T. ERDOGAN, en 1997, par un recours à la métaphore : « *Ce sont les murailles dans les cœurs que nous voulions détruire ; nous ne sommes pas venus pour détruire mais pour construire* » ; cf. *Zaman-II*, 31/05/1997, p. 2.
11. Et pas uniquement en fait ; on trouve à l'extrême gauche d'étonnantes prises de position concernant ce « moment révolutionnaire » de la Conquête ; cf. H. KIVILCIMLI H. (2002), « *A la lumière d'une thèse historique : la conquête d'Istanbul. Conquête et civilisation* », *Bilim ve Ütopya*, juin 2002, pp.18-27 (reprise d'un texte paru en 1953...).
12. Il s'agit d'ailleurs d'une revendication pressante des milieux nationalisto-religieux.

13. Qui aurait pourtant édicté un *firman* concernant précisément les murailles, juste après la Conquête : « *qu'on frappe celui qui ose prendre une seule pierre des murailles* » ; instruction bien oubliée depuis... ; cf. *Yeni Yüzyil*, 23/02/1995.
14. Cf. Sezai KARAKOÇ (1995), « *Istanbul'un Fethi* » (la conquête d'Istanbul), In *Fatih ve Fetih* (Le Conquérant et la Conquête), Istanbul Büyükşehir Belediyesi, Kültür İşleri Yayınları, N.17, 1995, p. 58.
15. Soit : www.fatih-bld.gov.tr (consulté le 17/03/2002).
16. Il n'a alors que 21 ans.
17. On ne parle en fait de Byzance qu'en termes de décadence, d'immoralité et d'incurie politique, un peu à la façon du film prétendument drôle « *Byzance la putain* », récemment sorti en Turquie.
18. Une réécriture qui ne tient pas compte des efforts de certains universitaires et intellectuels pour réhabiliter l'apport byzantin ; cf. Delilbaşı M. (2001), « *Les sources byzantines de l'histoire turque* », In « *Bizans* », *Cogito*, N.17, Hiver 1999, Istanbul : Yapı Kredi Yayınları, pp.339-351.
19. Cette institution, dénommée de façon complète « *Conseil Supérieur des Vieilles Œuvres Immobilières et des Monuments* » était liée à l'origine au ministère de l'Éducation Nationale et à la Direction des Fondations Pieuses. Elle a été dissoute en 1983.
20. Appelés *sit alanı* ; quatre types de sites ont été distingués : les sites urbains, historiques, archéologiques et naturels ; cette nomenclature en elle-même pourrait faire l'objet d'une étude critique...
21. Pour les rives du Bosphore, un embryon de classement, préfigurant les *sit alanı*, avait été esquissé dès 1974.
22. Ou comme la ÇEKÜL : Fondation pour la Protection et la Meilleure Connaissance des Valeurs Environnementales et Culturelles : Site : www.cekulvakfi.org.tr
23. Cf. « *Fetih söylemi* »..., 1997, p. 11.

RÉSUMÉS

À partir de l'exemple des murailles terrestres de la péninsule historique d'Istanbul, héritage majeur de siècles d'histoires byzantine et ottomane, on s'attache à caractériser les politiques des pouvoirs locaux vis-à-vis du si lourd passé de la mégapole. Il apparaît ainsi que ces autorités locales, municipalité du Grand Istanbul comme municipalités d'arrondissement, sont encore dans l'incapacité d'assumer entièrement cet héritage, tant la tentation est forte de réduire l'histoire pourtant complexe de la muraille à un seul « moment ». De ce fait, il ne peut y avoir construction d'un patrimoine urbain, partagé, qui suppose la définition d'un compromis entre des récits historiques pluriels, intégrant toutes les dimensions du passé.

Observing to what public use the terrestrial wall of Istanbul is put, the marvelous "linear monument" the UNESCO had listed in 1985, makes one wonder on which criteria the Turkish patrimony is being built. The emergence of a patrimonial consciousness seems to stumble over a long-standing reluctance to write a urban, local and national memory that includes all the dimensions of the past the terrestrial wall precisely exemplifies. This example reveals which are

the prerequisites for the emergence of a patrimonial consciousness in an environment still dependent on a strongly ideologized interpretation of the Turkish urban past.

INDEX

Mots-clés : architecture, culturel, patrimoine, politique, urbain, ville

Index géographique : Méditerranée, Moyen Orient

Index chronologique : XXe siècle

AUTEUR

JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE

A la date de parution de l'article en 2003, Jean-François Pérouse est géographe à l'Institut Français d'Études Anatoliennes, Istanbul.